

de l'Italie au conflit européen. San Giuliano, ministre des Affaires Étrangères, travaillait d'accord avec ses collègues du Cabinet parce que tous estimaient qu'eu égard à la préparation défectueuse de l'armée, la neutralité était la seule politique possible pendant les premiers mois. Mais comme San Giuliano était, en outre, le ministre qui avait signé le dernier renouvellement de la Triplice, il aurait été plus pénible pour lui que pour un homme nouveau d'entrer dans une voie diplomatique qui eût conduit à la guerre avec l'Autriche. Sa mort (16 octobre) a certainement écarté un des obstacles à l'abandon de la neutralité italienne, et il y a de bonnes raisons de supposer que son successeur, lorsque Salandra renoncera à la gestion intérimaire du Ministère des Affaires Étrangères, donnera satisfaction aux partisans de la guerre, sans quoi — et cela est bien possible — le Gouvernement tombera. La faiblesse de la situation de Salandra tient au caractère composite du Cabinet. Lui-même appartient au centre conservateur; mais, pour obtenir une majorité dans le Parlement, il fut obligé, dans la formation de son ministère, de demander la coopération de la gauche radicale (à l'exclusion des socialistes) qui est représentée dans le Cabinet par Martini et Ciuffelli. Or, radicaux et républicains se sont ouvertement déclarés en faveur de la guerre.

A ceux qui s'y opposent, en arguant du « péril slave », les radicaux répondent que ce péril est aussi grand pour le reste de l'Europe que pour l'Italie, et que, si c'est vraiment un péril, il est encore lointain, tandis que le péril germanique est immédiat. Le plus fort argument des par-